

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

OBJET DU MARCHÉ

EVREUX (27) – BA105 – Fiabilisation du réseau alimentation eau potable (AEP), refonte du réseau Eaux Usées (EU) et raccordement EU au Centre de traitement des eaux usées (CTEU) d'Evreux Portes de Normandie (EPN)
Marché de maîtrise d'œuvre

NUMÉRO DE PROJET DU MARCHÉ

25-012

Une attention particulière devra être portée à l'article §6.2 concernant la copie de sauvegarde dont la transmission est fortement recommandée.

SOMMAIRE

1. SERVICE ACHETEUR.....	4
1.1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
1.2 POINT DE CONTACT.....	4
1.3 VISITE DE SITE.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 OBJET DE L'OPERATION DANS LAQUELLE S'INSCRIT LA CONSULTATION	4
2.2 OBJET DE LA CONSULTATION.....	5
2.3 ALLOTISSEMENT (ARTICLE L2113-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	5
2.4 DATE LIMITE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS OU DUREE DU MARCHÉ	5
2.5 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ.....	5
2.6 NOMENCLATURES CPV (COMMUN PROCUREMENT VOCABULARY) ET GM (GROUPE MARCHANDISES)	6
3. EXECUTION DU MARCHÉ SOUMISE A D'AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES	6
4. PROCÉDURE DE PASSATION.....	6
4.1 ANALYSE DES PLIS.....	6
4.2 ANALYSE DES CANDIDATURES (DOSSIERS CANDIDATURE)	6
4.3 ANALYSE DES OFFRES (DOSSIERS OFFRE).....	6
4.4 VERSEMENT D'UNE PRIME	6
4.5 DECLARATION SANS SUITE	6
4.6 SUITE D'UNE MISE EN CONCURRENCE INFRUCTUEUSE.....	6
4.7 VARIANTES.....	6
4.8 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES EVENTUELLES (EX-OPTIONS).....	7
4.9 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ	7
4.9.1 <i>Forme juridique du groupement</i>	7
4.9.2 <i>Compétences minimales du groupement</i>	7
4.9.2.1 Le candidat doit détenir les compétences des B.E.T suivantes ou équivalents :	7
5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	7
5.1 DOSSIER DE LA CONSULTATION FOURNI GRATUITEMENT AU CANDIDAT	7
5.1.1 <i>Contenu du dossier de consultation</i>	7
5.1.2 <i>Modalité d'accès au dossier de consultation des entreprises</i>	8
5.2 MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION.....	8
5.3 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	8
6.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE) DEPUIS WWW.MARCHES-PUBLICS.GOUV.FR	9
6.1.1 <i>Modalités de téléchargement</i>	9
6.1.2 <i>Transmission des réponses</i>	9
6.2 TRANSMISSION FORTEMENT RECOMMANDEE DE LA COPIE DE SAUVEGARDE SOUS PLI CACHETE PAR VOIE POSTALE OU PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR	10
6.2.1 <i>Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)</i>	10
6.2.2 <i>Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)</i>	11
7. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ.....	11
7.1 DOCUMENTS A PRODUIRE QUANT A LA CANDIDATURE – « DOSSIER CANDIDATURE ».....	11
7.1.1 <i>Dossier à produire par chaque membre du groupement</i>	12
7.1.2 <i>Dossier à produire par le mandataire uniquement</i>	12
7.2 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	13
8. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES	14
9. CLASSEMENT DES OFFRES.....	14

9.1	OFFRES INAPPROPRIÉES, IRREGULIERES OU INACCEPTABLES.....	14
9.2	CRITERE DE JUGEMENT	14
9.4	JUGEMENT DES VARIANTES	15
9.5	JUGEMENT DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (EX-OPTIONS)	15
10.	REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU	15
11.	JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU	15
11.1	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ETABLI EN FRANCE FOURNIT	15
11.2	LE CANDIDAT INDIVIDUEL OU MEMBRE DU GROUPEMENT ETABLI OU DOMICILIE A L'ETRANGER FOURNIT.....	16

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID Nord-Ouest : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. SERVICE ACHETEUR

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Adresse géographique	Adresse postale
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Service Achats Infrastructure Bâtiment 017 – Rez-de-chaussée – Entrée à droite Quartier Margueritte 1 rue du Garigliano, RENNES	Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9

L'adresse géographique sert de référence pour les dépôts physiques de plis, notamment par porteur / transporteur (y compris Chronopost).

L'adresse postale sert de référence pour les envois postaux en recommandé avec accusé de réception.

1.2 Point de contact

	Téléphone	Adresse électronique
Marie Astrid EON	02 23 35 29 56	marie-astrid.eon@intradef.gouv.fr
Pauline GARRIGUE	02 23 35 25 97	pauline.garrigue@intradef.gouv.fr

1.3 Visite de site

Sans objet.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de l'opération dans laquelle s'inscrit la consultation

L'opération a pour objet la fiabilisation du réseau alimentation eau potable (AEP) , la refonte des réseaux d'eaux usées (EU) comprenant le raccordement des eaux usées au réseau de la commune vers le Centre de Traitement des Eaux Usées (CTEU) d'Evreux Portes de Normandie (EPN) et le démantèlement de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la Base aérienne 105 d'Evreux (27).

L'opération comprend :

- Remplacement des réseaux d'eaux usées ;
- Raccordement des réseaux eaux usées en plusieurs points sur le réseau de l'agglomération dont le centre de traitement des Eaux Usées (CTEU) se situe à GRAVIGNY ;
- Démantèlement de la Station d'épuration actuelle à l'issue ;
- Remplacement de l'alimentation de secours en eau potable depuis le réseau urbain, réalisation d'un bouclage entre les marguerites M3-M2 et amélioration dans la station de pompage (Groupe électrogène, maîtrise des pressions de distribution) ;
- Remplacement de 10 km de réseau d'eau potable.

L'opération est constituée de 14 marchés distincts :

- Marché n°1 d'AMO programmiste
- Marché n°2 d'étude géotechnique
- Marché n°3 de géomètre
- Marché n°4 de coordination SPS
- Marché n°5 de coordination sécurité pyrotechnique
- Marché n°6 de contrôle technique
- Marché n°7 de maîtrise d'œuvre privée (objet de la présente consultation)
- Marché n°8 de mission de diagnostic des réseaux
- Marché n°9 de mission d'étude de sécurité pyrotechnique
- Marché n°10 de mission de diagnostic pyrotechnique
- Marché n°11 de mission de diagnostic amiante et plomb
- Marché n°12 de travaux de réseaux AEP/EU
- Marché n°13 de travaux de dépollution pyrotechnique
- Marché n°14 de remplacement du groupe électrogène

2.2 Objet de la consultation

Le projet de marché est un marché de maîtrise d'œuvre et a pour objet, en vue de la réalisation de la rénovation partielle des réseaux AEP et la refonte des réseaux EU comprenant le raccordement des eaux usées au réseau de la commune et le démantèlement de la STEP de la Base aérienne 105 d'Evreux (27) l'exécution d'un ou plusieurs éléments de la mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage.

L'enveloppe travaux est estimée à 7.000.000,00 euros HT (valeur : mars 2025)

2.3 Allotissement (article L2113-10 du code de la commande publique)

Le marché n'est pas alloti.

2.4 Date limite d'achèvement des prestations ou durée du marché

A titre indicatif, les prestations débuteront au cours du premier semestre 2026 et s'exécuteront dans un délai de 87 mois.

2.5 Fractionnement du marché

Les prestations font l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle. L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire.

2.6 Nomenclatures CPV (commun procurement vocabulary) et GM (groupe marchandises)

Les références aux nomenclatures associées à la présente consultation sont les suivantes :

- CPV n° 71240000-2 – Services d’architecture, d’ingénierie et de planification
- GM n° 36.04.02 – Prestation de maîtrise d’œuvre (MOE)

3. EXECUTION DU MARCHE SOUMISE A D'AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

Le marché est sensible, conformément aux dispositions de l’article 5.3.2 de l’instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

4. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée sous la forme de l’appel d’offres ouvert conformément aux dispositions de l’article L2124-2 du code de la commande publique.

4.1 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l’heure limite fixées sur la Plateforme des achats de l’état (PLACE) et selon les modalités de dépôt décrites au paragraphe 5 du présent document.

4.2 Analyse des candidatures (dossiers candidature)

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut recourir aux dispositions de l’article R2144-2 du code de la commande publique.

4.3 Analyse des offres (dossiers offre)

En application de l’article R2161-5 du code de la commande publique, le service acheteur peut demander, par écrit, aux candidats de préciser la teneur de leur offre (*dossier offre*).

4.4 Versement d’une prime

Sans objet.

4.5 Déclaration sans suite

A tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Les candidats en sont informés.

4.6 Suite d’une mise en concurrence infructueuse

En l’absence de candidatures ou d’offres déposées dans les délais prescrits ou en cas de candidatures irrecevables ou d’offres inappropriées, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les dispositions prévues à l’article R2122-2 du code de la commande publique.

4.7 Variantes

Les variantes sont interdites.

4.8 Prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles (ex-options)

Le présent marché est lancé sans prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles.

4.9 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

4.9.1 Forme juridique du groupement

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de :

- groupement solidaire
- **ou** de groupement conjoint ; dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements sous peine d'élimination des candidatures concernées.

4.9.2 Compétences minimales du groupement

Pour apporter la preuve des compétences demandées ci-dessous, le candidat se réfère au points 6 de l'article 7.1 et 1 de l'article 7.1.1 du présent règlement de consultation.

4.9.2.1 Le candidat doit détenir les compétences des B.E.T suivantes ¹ ou équivalents :

- AMO en technique : 0103
- Direction de l'Exécution des Travaux : OPQIBI 0331
- Etude de réseaux complexes de distribution d'eau : OPQIBI 1302
- Etudes de réseaux complexes d'assainissement : 1304
- Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation : 2202

5. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1 Dossier de la consultation fourni gratuitement au candidat

5.1.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents :

- L'**AE** et ses annexes :
 - Annexe 1: Tableau de répartition de la rémunération
 - DC4.
- le présent Règlement de la Consultation **RC** et ses annexes :
 - Annexe n°1 : cadre de réponse présentant les références
 - Annexe n°2 : tableau de présentation de la composition du groupement.
- le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières **CCAP**
- le projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières **CCTP** et ses annexes :

¹ Pour information, les numéros correspondent aux fiches de qualification capacités OPQIBI

- Annexe 1 : Programme technique EU
- Annexe 2 : Plan du programme travaux EU
- Annexe 3 : Programme technique AEP
- Annexe 4 : DOE
- A4 PJ1 : Bordereau saisie G2D
- A4 PJ2 : Cahier des normes graphiques du SID

5.1.2 Modalité d'accès au dossier de consultation des entreprises

Les documents composant le dossier de consultation des entreprises sont accessibles sur PLACE.

5.2 Modifications du dossier de la consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de consultation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur garantit aux soumissionnaires un délai de 6 jours entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le dossier de consultation, les soumissionnaires devront faire parvenir, 8 jours au moins avant la date de remise des offres une demande écrite de renseignements complémentaires au Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

Le candidat utilise le profil acheteur du SID Nord-Ouest à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (Plateforme des AChats de l'Etat - PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par le SID Nord-Ouest. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement et des réponses fournies.

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest répondra par écrit aux demandes de renseignements complémentaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au soumissionnaire demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans le dossier de consultation), la personne publique transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du soumissionnaire demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

6. **CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Le candidat transmet son pli par voie électronique, via la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

L'opérateur économique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB) dans les délais impartis pour la remise des offres. La transmission de cette copie de sauvegarde est fortement recommandée (cf. §5.2).

Cette copie sera ouverte seulement si l'offre transmise par voie électronique, envoyée dans les délais de dépôt des offres, n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, ou si un programme informatique

malveillant est détecté, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures. La copie de sauvegarde ne sera pas ouverte si aucune offre électronique n'a été transmise sur la PLACE.

6.1 Transmission du pli par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) depuis www.marches-publics.gouv.fr

6.1.1 Modalités de téléchargement

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

6.1.2 Transmission des réponses

Les opérateurs économiques doivent :

- d'une part, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 ;
- d'autre part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails armement.defense.gouv.fr et www.achats.defense.gouv.fr).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'acte d'engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Ce dernier doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les documents transmis doivent être compressés.

Nota 1 : l'opérateur économique devra vérifier que **ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées.** Il lui est vivement recommandé de **consulter très régulièrement les courriels reçus** à cette adresse électronique.

Nota 2 : pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 3 : lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, pour les opérateurs économiques qui choisissent le mode de transmission électronique, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)** soit via l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE soit via celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 mentionné supra.

Le détenteur de la signature électronique doit avoir le pouvoir d'engager son entreprise.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (candidatures) doivent être choisis dans un format largement disponible : Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ».

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis le lien <https://www.marches-publics.gouv.fr/faq/?token=c756be09-eb69-4679-bf07-c47cdd2c5c10> ou en cliquant sur la languette « FAQ et support en ligne ».

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), qui peut être filtrée par catégorie.

Si la FAQ n'apporte pas une réponse complète, il est possible de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

6.2 **Transmission FORTEMENT RECOMMANDEE de la copie de sauvegarde sous pli cacheté par voie postale ou par porteur/ transporteur**

En raison de dysfonctionnements récurrents sur PLACE, la transmission d'une copie de sauvegarde est fortement recommandée aux soumissionnaires.

Les copies de sauvegarde **sur support physique électronique (clé USB)** sont adressées sous enveloppe cachetée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception à l'adresse mentionnée ci-dessous, et garantissant leur confidentialité. Les copies de sauvegarde sur support papier ne seront pas acceptées.

Le pli scellé doit impérativement comporter la mention « **copie de sauvegarde** ».

Il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier, et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

6.2.1 **Adresse géographique (pour une remise par porteur / transporteur (y compris par Chronopost) contre récépissé)**

En cas de dépôt par porteur / transporteur (y compris par Chronopost), l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

Offre pour :

projet n° 25-012

nom du candidat (facultatif)

COPIE DE SAUVEGARDE

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Service Achats Infrastructure
Quartier Margueritte
1, rue du Garigliano
Bâtiment 017 – entrée de droite au RDC
35000 RENNES

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé au service achats infrastructure :

- du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- le vendredi : de 9 heures à 11 heures.

6.2.2 Adresse postale (envoi postal par pli recommandé avec avis de réception)

En cas de dépôt par la Poste, l'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p>Offre pour : projet n° 25-012</p> <p>nom du candidat (facultatif) COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p style="text-align: right;">Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Service Achats Infrastructure Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES CEDEX 9</p>
--

Le dossier devra être adressé sous pli recommandé avec accusé de réception.

7. PRÉSENTATION DU DOSSIER PAR LA SOCIÉTÉ

7.1 Documents à produire quant à la candidature – « dossier candidature »

➤ Si le candidat se présente seul

1. **Formulaire DC1** dûment rempli. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ;
2. **Formulaire DC2** dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ;
3. Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant / <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
4. Et, le cas échéant, délégation de pouvoir ;
5. **Présentation des moyens humains du candidat** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
6. **Titres de qualifications professionnelles** : la preuve de la capacité peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle (QUALIBAT, OPQIBI, ...) ou des références présentant une liste des principaux travaux, en lien avec la compétence demandée, effectués, en nom propre, au cours des cinq dernières années (achevés ou en cours), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique) ;
7. Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;
8. **Présentation de 2 références illustrées** portant sur des opérations de moins de 5 ans, dont les travaux sont réalisés ou en cours, en précisant le stade de l'opération, le kilomètre de réseaux, la surface de l'emprise distribuée, l'année, le coût, le nom du maître d'ouvrage, le rôle exact du candidat, la mission réalisée. Les références doivent présenter des caractéristiques comparables à celles objet de la consultation et leur choix doit être justifié. Les projets livrés sont illustrés par une ou des photographies. Chaque référence présentée respecte impérativement le modèle en annexe 1 du présent règlement de consultation ;

9. **Présentation de 3 attestations de maîtres d'ouvrage publics** sur la qualité de la relation maître d'ouvrage / maître d'œuvre, la tenue du calendrier et du coût plafond de l'opération et la maîtrise des procédures administratives.

➤ Si le candidat se présente en groupement

7.1.1 Dossier à produire par chaque membre du groupement

10. **Formulaire DC2** dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ;
11. Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant / <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> et, le cas échéant, délégation de pouvoir ;
12. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
13. **3 références de prestations exécutées au cours des 5 dernières années** appuyées d'attestation de bonne exécution pour les prestations les plus importantes en lien avec l'objet du présent marché et conformément à l'annexe n° 1 du présent règlement de la consultation ;
14. **Titres de qualifications professionnelles** : la preuve de la capacité peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle (QUALIBAT, OPQIBI, ...) ou des références présentant une liste des principaux travaux, en lien avec la compétence demandée, effectués, en nom propre, au cours des cinq dernières années (achevés ou en cours), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique) ;
15. Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.

7.1.2 Dossier à produire par le mandataire uniquement

16. **Formulaire DC1** dûment rempli. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ;
17. **Note de candidature**, avec identification de chaque membre de l'équipe et mettant en avant l'intérêt et la cohérence du groupement pour la présente consultation. Cette note précisera les interfaces entre chaque membre du groupement tout au long de la mission de maîtrise d'œuvre
18. **Le tableau de composition du groupement** en annexe 2 du présent règlement de consultation ;
19. **Présentation de 2 références illustrées du mandataire** portant sur des opérations de moins de 5 ans, dont les travaux sont réalisés ou en cours, présentant, en précisant le stade de l'opération, le kilomètre de réseaux, la surface de l'emprise distribuée, l'année, le coût, le nom du maître d'ouvrage, le rôle exact du candidat, la mission réalisée. Les références doivent présenter des caractéristiques comparables à celles objet de la consultation et leur choix doit être justifié. Les projets livrés sont illustrés par une ou des photographies. Chaque référence présentée respecte impérativement le modèle en annexe 1 du présent règlement de consultation ;
20. Présentation de 3 attestations de maîtres d'ouvrage publics sur la qualité de la relation maître d'ouvrage / maître d'œuvre, la tenue du calendrier et du coût plafond de l'opération et la maîtrise des procédures administratives.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour :

- le candidat,
- et le cas échéant :
 - le ou les cotraitant(s)

- le ou les sous-traitant(s).

Les documents à fournir sont des documents originaux ou des copies scannées.

7.2 Documents à produire quant à l'offre – « dossier offre »

Les documents à produire pour l'offre sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement **AE** et son annexe dûment remplis, datés et, de préférence, signés (signature via un certificat de signature électronique) par la personne habilitée à engager la société ;

Nota : l'acte d'engagement vaut par lui-même acceptation sans réserve des CCAP et CCTP

- L'Annexe 1 de l'AE sur la décomposition de la rémunération dûment remplie ;
- Un relevé d'identité bancaire **RIB** ;
- Une lettre synthétique de présentation du projet ;
- Un **mémoire technique** explicatif du projet ;

7.2.1 Lettre synthétique de présentation du projet

La lettre synthétique décrira les éléments attendus pour le sous critère 1 de la valeur technique (Schémas et explications synthétiques projet ; Points clés de réussite du projet –Difficultés ou aléas prévisibles – Solutions proposées pour les anticiper ou les éviter).

Le format de la lettre est le suivant :

- Fichier .pdf
- 3 page en format A4 maximum
- Police d'écriture « times new roman »
- Taille 11

7.2.2 Conditions de forme relatives au mémoire technique

Le mémoire technique prendra la forme d'un fichier .pdf, format A4 maximum, orientation « portrait ». Il devra comprendre :

- Une note présentant la justification du forfait de rémunération en lien avec l'annexe de prix de l'acte d'engagement (5 pages), (Critère 1, Sous-critère 2)
- Une méthodologie synthétique présentant pour chacune des phases de la mission de maîtrise d'œuvre l'organisation interne prévue (équipe projet accompagnés des CV) avec les relecteurs et approbateurs, et des extraits de documents produits pour chacune des phases (Critère 2, sous-critère 2).
- Une méthodologie synthétique présentant pour chacune des phases des missions complémentaires l'organisation interne prévue, le listing, la chronologie, le calendrier prévisionnel (en parallèle du planning de l'opération) notamment pour les études et prestations annexes, (Critère 2, sous-critère 3)
- Une fiche présentant les choix en faveur de l'environnement prix par le candidat dans le cadre de la conception du projet (ces choix doivent être présentés et dans la mesure du possible mesurés) (5 pages), (Critère 2, sous-critère 4).

7.2 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté n'est pas exigée.

8. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de 180 jours pour attribuer le marché. Le point de départ de ce délai est la date limite de dépôt des offres.

9. CLASSEMENT DES OFFRES

9.1 Offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables

Les offres initiales jugées inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables sont admises à la négociation.

Les offres finales qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées et ne sont pas classées. L'acheteur peut néanmoins autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Dans le cas où le représentant de l'acheteur décide d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales, les offres jugées inappropriées, inacceptables et irrégulières au sens des articles L2152-2, L2152-3 et L2152-4 du code de la commande publique sont éliminées et ne sont pas classées. L'acheteur peut néanmoins autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

9.2 Critère de jugement

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, les offres des candidats seront classées en tenant compte, par ordre d'importance décroissante, des critères suivants :

- Critère n°1 : Prix noté sur 70 points
- Critère n°2 : Qualités techniques notées sur 30 points

9.3 Méthode de calcul des notes

Le tableau ci-après détaille les modalités de notation de chacun des critères :

Critères	Détail du critère	Notation (sur 100)
Critère n°1 : Prix (70 points)	<u>Sous-critère 1 – Prix</u>	60 points
	<u>Sous-critère 2 – Justification de la rémunération</u>	10 points
Critère n°2 : Qualités techniques (30 points)	<u>Sous Critère 1 – Compréhension du projet (5 pages)</u>	6 points
	<u>Sous Critère 2– Méthodologie synthétique lors des phases de conception et réalisation de la mission de maîtrise d'oeuvre</u>	10 points
	<u>Sous Critère 3 Méthodologie synthétique pour la réalisation des missions complémentaires</u>	4 points
	<u>Sous Critère 4 – Réponse synthétique et technique vis-à-vis des exigences réglementaires en matière de développement durable</u>	10 points

Si des erreurs sont détectées dans l'état des prix forfaitaires présenté par le candidat (*erreurs de calcul, de report....*), le montant global forfaitaire non corrigé de l'acte d'engagement sera seul pris en compte

lors de l'analyse des offres. Toutefois si le candidat concerné est déclaré attributaire du marché, il sera invité à rectifier les incohérences constatées. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée.

9.4 Détermination du classement des offres

La somme des points de chaque critère détermine le nombre total de points attribués à chaque candidat, lesquels feront l'objet d'un classement. Le candidat obtenant le plus de points et ayant à ce titre transmis l'offre économiquement la plus avantageuse sera provisoirement retenu.

En cas d'égalité de points, la note attribuée à chaque candidat sur le critère hiérarchiquement le plus important départagera les candidats concernés.

9.5 Jugement des variantes

Sans objet.

9.6 Jugement des prestations supplémentaires éventuelles (ex-options)

Sans objet.

10. REGULARISATION EVENTUELLE DE LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DU CANDIDAT RETENU

Le candidat dont l'offre a été retenue et qui n'avait pas signé son offre électroniquement, ou dont la signature n'était pas valide, doit régulariser la signature électronique de son acte d'engagement dans un délai de 3 jours.

S'il ne peut produire sa signature électronique (ou une délégation de pouvoir) dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le marché est attribué au candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne, sous réserve que celui-ci ait signé électroniquement son offre.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

11. JUSTIFICATIONS À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai de 10 jours les certificats et attestations prévus ci-après. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

11.1 Le candidat individuel ou membre du groupement établi en France fournit

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme

de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*):

- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro SIREN ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

11.2 Le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger fournit

(Nota: le représentant du pouvoir adjudicateur exige que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.)

En cas de groupement, le mandataire doit fournir un document d'habilitation signé par les personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante.

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*):
 - o en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- o pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France: un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants:
 - o lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.

OU

- o un document équivalent.

OU

- o à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera

de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
 - o Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*):

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.